

Afrique du Sud : Une grève qui révèle les fractures d'une société

jeudi 16 septembre 2010, par [BOND Patrick](#) (Date de rédaction antérieure : 30 août 2010).

Mise à jour

Le président Jacob Zuma, le vendredi 27 août 2010, a donné l'ordre à ses ministres de négocier avec les syndicats du secteur public pour mettre fin à la grève.

Le secrétaire général du syndicat (COSATU) avait répercuté l'idée, le 26 août 2010, d'élargir la grève au secteur des mines. Ce qui changerait fortement la situation. Zizi Kodwa a eu des négociations durant tout le week-end du 29-30 août, au moment où cette grève va entrer dans sa troisième semaine.

Vendredi 27 août, pour renforcer la position des travailleurs du public, le NUM (Syndicat national des mineurs) avait annoncé qu'il appellerait ses 32'000 membres à faire un jour de grève afin de soutenir les travailleuses et travailleurs du secteur public.

Il faut avoir encore à l'esprit que les travailleuses et travailleurs du secteur de la santé, la semaine passée, ont refusé de prendre en compte une décision d'un tribunal leur interdisant de participer à la grève. L'armée a envoyé des médecins dans 54 hôpitaux le samedi 28 août. Le 24 août, à Kimberley, à 450 kilomètres au sud-ouest de Johannesburg, la police a tiré, en tirs tendus, avec des « balles en caoutchouc » sur les grévistes, en blessant un grand nombre.

La COSATU, subissant la pression du mouvement, avait « menacé » de rompre avec le gouvernement de Zuma. Dès les premiers pas vers des négociations - avec la crainte d'une grève qui fasse tache d'huile dans le privé - la direction de l'ANC, le 30 août 2010, déclare que « La fédération espère qu'une proposition améliorée sera mise sur la table et qu'on pourra sortir aussi vite que possible de cette grève par un accord acceptable pour les salariés »

Nous sommes donc, ce 30 août 2010, à un moment clé de cette grève. Nous publions, ci-dessous, un article de Patrick Bond écrit le 24 août. (Réd. de A l'Encontre)

Une grève qui révèle les fractures d'une société

Les deux principaux syndicats du secteur public qui sont en grève contre le gouvernement sud-africain ont promis d'intensifier leurs moyens de pression dans les prochains jours. Cette lutte oppose un million membres appartenant aux rangs inférieurs et moyens de la société contre un gouvernement ayant capitalisé la confiance après avoir joué l'hôte de la Coupe mondiale.

Avec des syndicats plus petits du secteur public, les membres du Syndicat indépendant des

enseignant·e·s (SADTU) et les infirmières du Syndicat national de travailleuses, travailleurs de la santé et des secteurs alliés (NEHAWU) ont organisé des piquets devant les écoles, les cliniques et les hôpitaux, forçant de nombreuses fermetures à partir du 18 août 2010. Des équipes réduites de médecins et de personnel militaire ont été obligés de renvoyer chez eux les cas non-urgents.

Lors de plusieurs affrontements avec la police dans les centres-villes, devant les cliniques et les écoles la semaine dernière, des travailleuses, travailleurs ont été « la cible » de balles en caoutchouc et de canons à eau. Samedi 21 août, les tribunaux ont ordonné aux grévistes de retourner au travail dans les services considérés urgents. Dans des dizaines d'hôpitaux et de cliniques du personnel militaire « assure » des services en santé.

Le Président Jacob Zuma a menacé les grévistes de licenciements massifs et a condamné les militantes et les militants qui ont perturbé le fonctionnement des établissements de santé et d'éducation : « Même pendant les campagnes contre le régime d'apartheid nous n'avons pas empêché les infirmières de faire leur travail, » a-t-il déclaré. Le Parti communiste sud-africain (SACP) a fait une déclaration en défense des grévistes, tout en demandant au mouvement syndical et au Congrès national africain (ANC) de ne pas « lancer des insultes provocatrices les uns contre les autres alors que le secteur privé et anti-ouvrier vous regarde et rit. »

Le népotisme

Malgré la popularité assez élevée dont jouit l'affable Zuma, des rapports récents sur les énormes profits de son fils, de son neveu et de ses proches alliés dans le cadre du « Black Economic Empowerment » [l'acquisition accrue d'influences économiques de certains Noirs, afin d'accélérer la consolidation d'une haute bourgeoisie noire] ont soulevé de la colère. En plus, dans une déclaration faite à la presse, le NEHAWU a fustigé le train de vie hédoniste de la classe des gestionnaires d'État : « *Nous lisons quotidiennement des nouvelles sur le gaspillage du gouvernement concernant des billets distribués lors la Coupe mondiale, sur des voitures, des chambres d'hôtels, des soirées et de la publicité.* »

En effet, Pretoria a subventionné la Coupe mondiale à la hauteur de 5 milliards de dollars, selon la plupart des estimations, dont plus de 3 milliards de dollars ont été dépensés sur des stades qui sont aujourd'hui largement reconnus comme des « éléphants blancs » : les sièges ne peuvent être remplis et ils coûtent trop cher pour les équipes de football locales qui n'ont pas des moyens suffisants pour les louer. Les sociétés qui ont parrainé la Coupe ont encaissé quelque 4 milliards de profit, tout cela non soumis aux impôts.

Au cours de juin et de juillet 2010, l'Afrique du Sud a affiché devant les visiteurs étrangers et les téléspectateurs une opulence qui cachait une économie de plus en plus en détresse et des inégalités extrêmes. La reprise économique à partir d'une chute de 2% du PIB en 2009 est en panne. Et les 3% de croissance annoncés pour cette année font l'objet de sourires ou d'incrédulités, puisque les pertes d'emplois ont continué à augmenter pendant la première moitié du 2010. Plus d'un million sur les 13 millions de travailleuses et des travailleurs de l'économie formelle de l'Afrique du Sud ont perdu leur emploi depuis 2008.

Malgré la pression, les salarié·e·ss sont devenu·e·s étonnamment militants, remportant ces dernières semaines des victoires sous forme d'accords salariaux, fixant des salaires dépassant l'inflation, cela dans les entreprises parapubliques des transports et de l'électricité. Grâce, en partie, à la pression que leur permettait de faire la Coupe mondiale. Avec l'inflation à 4,5%, la dernière offre gouvernementale d'une augmentation annuelle de 7%, plus une augmentation de 25 dollars (à 90 dollars) de l'allocation au logement, serait normalement considérée comme très bonne.

Il y a des syndicats qui seraient « heureux » d'avoir une augmentation salariale de 8,6% et une allocation-logement à 130 dollars (1000 rands, soit 100 euros, soit 130 francs suisses). Mais le NEHAWU revendique beaucoup plus, y inclus une augmentation salariale de 11% rétroactive sur trois mois, une allocation-logement de 195 dollars, et l'égalité de la subvention étatique pour les soins médicaux.

La réponse du gouvernement

Le Cabinet gouvernemental a répondu le 18 août 2010 : « Nous avons dû faire le choix entre l'augmentation de la masse salariale à des niveaux inabordables et des coupures dans d'autres services fondamentaux. C'est le choix entre l'amélioration des salaires des employés de l'État et notre capacité de répondre aux besoins en services des communautés pauvres et des chômeurs. »

En plus de la hausse des impôts des entreprises et des riches (fortement réduits par rapport à 1994, grâce à quatre ministres des finances néolibéraux), les syndicats proposent de mettre fin au gaspillage et aux subventions aux entreprises. Les énormes dépenses en infrastructures ont fait l'objet de vives critiques, d'autant plus que les quatre composantes principales - deux nouvelles centrales au charbon (35 milliards de dollars), financées en partie par la Banque mondiale, un train rapide de l'aéroport de Johannesburg au quartier financier principal (3 milliards de dollars), un aéroport à Durban (1 milliard de dollars), et de nouveaux barrages (plusieurs milliards) pour les grands intérêts miniers et agricoles - profitent principalement aux élites et se construisent au détriment de l'infrastructure en faveur de la population pauvre.

Le transport public continue à se dégrader et le prix de l'électricité augmente de 25% à chaque année pour payer les nouvelles centrales. Pourtant, deux sociétés, BHP Billiton [le géant anglo-australien des mines, qui essaye de racheter Potash un grand groupe mondial des engrais] et le groupe Anglo-American, continueront à consommer l'électricité la moins chère du monde (un septième du prix de payé par les travailleuses et les travailleurs ordinaires, cela grâce à un contrat d'une durée 40 ans signée par le régime de l'apartheid). Ces deux sociétés consomment plus de 10% de l'électricité du pays. Les écologistes demandent la fermeture graduelle des fonderies qui consomment tant d'énergie, le renoncement à la seconde centrale, et l'investissement de cet argent dans des énergies renouvelables.

Mais si les arguments sont forts en faveur de la réorientation des dépenses de l'État, la question se pose de savoir si une « aristocratie ouvrière » potentielle doit de se faire une « bonne vie » dans une période de suppression d'emplois et de misère des travailleuses, des travailleurs non qualifié·c·s, des masses de chômeuses et de chômeurs. La réponse des syndicats est que ces travailleuses et ces travailleurs du secteur public, à leur tour, font vivre de grandes familles étendues, puisque les rapports de migrations datant de l'ère de l'apartheid lient encore les Sud-africains à des réseaux de parenté qui s'étendent sur des centaines de kilomètres.

Et comme si ce cela ne suffisait pas, jusqu'au milieu des années 1980, les femmes ont été contraintes à rester dans les « bantoustans » ruraux, tandis que leurs pères, maris et fils travaillaient dans les villes. La propagation plus rapide du SIDA est l'un des héritages durables des économies anciennement coloniales et des plantations caractérisées par de telles migrations. Une fois la libération [de l'apartheid] gagnée, le statut de « insider » [dans la théorie néo-classique du chômage on oppose ceux qui occupent un emploi aux chômeurs ou à ceux et celles qui cherchent un emploi] est apparu pour les travailleurs urbains - y inclus en ce qui concerne des avantages en matière de logement, de soins de santé, et de retraites - face aux nouveaux migrants issus des « bantoustans ».

A leur tour, les dirigeants syndicaux soulignent qu'aucune autre force sociale de l'Afrique du Sud ne

fait si activement campagne en faveur de droits socio-économiques des chômeurs, comme, par exemple, un projet national d'assurance-maladie et un revenu minimum de base (\$15 par mois par personne), qui aideraient les communautés les plus marginalisées. Mais les syndicats pour la plupart ne gagnent pas leurs batailles pour le salaire social.

Les plus grandes déceptions des syndicats par rapport au gouvernement Zuma s'expriment face à l'intensification des politiques économiques néolibérales, comme la libéralisation des échanges et le monétarisme (taux d'intérêt élevé), et son refus d'interdire les agences de main-d'œuvre [travail intérimaires] qui fournissent des centaines de milliers de travailleurs sous-traités, précaires et mal payés.

En réponse, le gouvernement parle de diverses subventions sociales (pensions, aide aux invalides et soins aux enfants) qui ont, en effet, légèrement augmenté le revenu des pauvres des zones rurales. Mais l'étude la plus récente sur la pauvreté menée par l'Université de Cape Town en janvier 2010 a montré une augmentation absolue de la pauvreté urbaine.

Mécontentement

Les milliers de protestations enregistrées par la police chaque année constituent également une indice des divisions sociales qui se creusent. Un grand nombre de ces protestations surgissent spontanément comme des émeutes locales liées à la non-prestation ou à la qualité des prestations des services publics et accompagnées de saccage des bureaux municipaux et même de manifestations de xénophobie. Malheureusement aucun grand mouvement urbain durable et démocratique n'a émergé pour canaliser les frustrations.

Cela est principalement la conséquence de la loyauté résiduelle qui persiste envers le Congrès national africain (ANC), entre autres dans les communautés « riches ». Mais également une conséquence de la division entre les « nouveaux mouvements sociaux » radicaux des villes de l'Afrique du Sud et l'ANC (division qui est en train de s'effacer). Ces mouvements avaient espéré que les éléments les plus à gauche du Parti communiste et du Congrès des syndicats (COSATU) se détacheraient de l'ANC. Mais ceux-ci, au lieu de s'attaquer au parti au pouvoir, n'ont pris leur distance que vis-à-vis de l'ancien président Thabo Mbeki. L'ayant mis dehors en septembre 2008, le mouvement syndical et les membre du Parti communiste avaient pensé obtenir plus que le petit nombre de sièges marginaux qu'ils ont eu dans le nouveau cabinet.

Le sentiment de trahison a été rendu explicite dans la « Conférence commémorative au nom de Ruth First », largement diffusée mardi dernier, prononcée par le Secrétaire général du COSATU, Zwelinzima Vavi, l'une des voix les plus radicales de l'Afrique du Sud contemporaine. Ruth First [1922-1985] a été assassinée par une lettre explosive alors qu'elle était en exil en Maputo [elle travaillait, comme exilée au Mozambique]

Vavi a rendu hommage à la lutte politique menée par First, à ses maintes campagnes, sa recherche, ses publications :

« Son mépris pour la propriété privée des moyens de production, pour l'exploitation et pour toutes les formes d'oppression transparait dans toutes les activités de Ruth First à partir de ces écrits journalistiques et en terminant par ses œuvres scientifiques. La libération nationale et la suppression de l'exploitation de classe étaient pour elles deux faces d'une même médaille. »

Ensuite Vavi a adopté un moyen narratif inhabituel, opposant une héroïne du passé aux dirigeants contemporains du mouvement de libération :

« Ruth First serait bouleversée d'apprendre que 16 ans après notre émancipation nous ne nous

sommes pas éloignées d'un système économique contre laquelle elle a donné sa vie. Elle se demanderait sérieusement s'il valait tous les sacrifices qu'elle a faits quand elle apprend que ... l'Afrique du Sud (est) désormais le pays ayant les plus profondes inégalités du monde. »

Vavi touchent des points sensibles du gouvernement en critiquant la corruption, à la fois politique et personnelle, des alliés les plus proches de Zuma :

« Ce qui aurait gêné le plus Ruth First, c'est que, face de la catastrophe montante qui se manifeste, elle aurait attendu des dirigeants, qui dans le passé avaient servi à ses côtés dans le Comité central du Parti communiste, pendant leurs voyages interminables, que les bases économiques sont bien en place et que le pays tiendra le cap en dépit des preuves qui s'accumulent sur le fait que le fondamentalisme du marché est un échec terrible pour l'humanité. »

Ruth First a été mariée au leader du PC, Joe Slovo, qui au moment de sa mort en 1995, commençait à endosser le projet néolibéral, en particulier au sein du ministère de logement qu'il dirigeait. Vavi a dit de Ruth :

« Elle demanderait où est son PC et pourquoi il n'a pas mené une classe ouvrière unie dans une lutte pour changer la direction que nous semblons emprunter. Elle demanderait où sont allés tous les démocrates après avoir lu le projet de Loi de la protection de l'information, qui, s'il est adopté dans sa forme actuelle, tournera en dérision son travail comme journaliste engagée dans la lutte contre l'injustice. »

Les deux principaux dirigeants du PC, Blade Nzimande et Jeremy Cronin, ont défendu les attaques récentes par Zuma contre les médias et l'accès à l'information. Zuma est depuis longtemps critiqué dans les médias en raison de ses nombreux scandales personnels, financiers, sexuels et politiques. Ses avocats ont intenté des poursuites en diffamation contre Jonathan Shapiro, dont les caricatures signées, « Zapiro », brillantes, dépeignent le président avec une pomme de douche fixée à sa tête, rappelant aux lecteurs ses relations sexuelles - un viol allégué - avec la fille souffrant de HIV d'un ami de la famille.

En attendant qu'un règlement favorable aux travailleuses et travailleurs en grève adienne dans les prochains jours, étant donné le caractère déterminé de leur lutte, les problèmes dont souffrent l'économie et la société continueront à monter. Et les brèches qui ont été créées entre le courant au pouvoir [membres de l'ANC] et leurs alliés syndicaux [COSATU avant tout] et communistes [PC] ne seront pas facilement colmatées.

Patrick Bond, le 24 août 2010

P.-S.

* . Paru en français sur le site de A l'Encontre :
http://www.labreche.ch/Ecran/AfSudGreve08_10.html

* Patrick Bond est directeur du Centre pour la société civile de l'Université de KwaZulu-Natal à Durban. Traduit de l'anglais par David Mandel et revu comme édité par la rédaction.